

Le 8 mai 2006

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Bureau du Premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0A2

Télec. : 613-941-6900

Monsieur le Premier ministre,

En tant que dirigeants nationaux d'Églises canadiennes et membres du Conseil canadien des Églises, nous sommes extrêmement préoccupés par l'impact humain de la pandémie du SIDA. Plus de 40 millions de personnes sont actuellement infectées par le VIH, tandis que l'an dernier, le SIDA faisait plus de 3 millions de victimes. Quinze millions d'enfants sont orphelins à cause du SIDA. Voilà des statistiques qui illustrent de façon éloquente le coût humain de ce fléau.

Notre première réaction à la gravité de cette tragédie en est une de compassion : nous souffrons avec ceux qui souffrent et nous travaillons à alléger leurs souffrances. Nous appuyons les nombreux membres de nos Églises qui se dévouent pour les personnes vivant avec le VIH et le SIDA.

La compassion et les soins ne suffisent toutefois pas. Cette menace pour la vie est fondamentalement une question de foi. Nous croyons en la plénitude de la vie pour tous les êtres humains, porteurs de l'image de Dieu. Notre mandat de proclamer la bonne nouvelle de Dieu dans le Christ nous incite à nous pencher sur les questions à la racine de cette pandémie, source de tant de souffrances et de morts. Tant que nous n'aurons pas transformé les structures qui contribuent à sa propagation, la crise persistera. Nous entendons clairement, dans la présente conjoncture, l'appel d'Isaïe 58 à « dénouer les liens provenant de la méchanceté et renvoyer libres ceux qui ployaient. » Le monde ne peut plus attendre qu'on s'attaque à l'éradication du VIH et du SIDA.

Bouleversés par l'immensité de ce défi, nous gardons quand même espoir. Les gestes courageux et dignes de ceux qui sont affectés par le VIH et le SIDA, en Afrique comme dans le monde entier, nous inspirent. Nous constatons qu'il est possible de ralentir la

progression du mal, là où il est possible d'accéder au traitement antirétroviral (TAR) et à une alimentation adéquate. Pourtant, au terme de l'année 2005, seulement 17 % des Africains et 16 % des Asiatiques qui avaient besoin de ce traitement le recevaient.

Occasions de faire preuve de leadership

Certes, le Canada a contribué de façon louable à la lutte contre le VIH et le SIDA, mais il reste encore beaucoup à faire, tant ici qu'à l'extérieur du pays. Cette année, le gouvernement se voit offrir trois occasions de faire preuve de leadership au nom de tous les Canadiens et Canadiennes.

La première de ces occasions sera votre intervention lors de l'Examen d'ensemble des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés dans la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de 2001, qui aura lieu du 31 mai au 2 juin 2006.

La deuxième sera lors du Sommet du Groupe des Huit (G8) à Saint-Pétersbourg, en Russie, du 15 au 17 juillet 2006. On y évaluera les progrès accomplis depuis la réunion de l'an dernier à Gleneagles, où le G8 s'est engagé à « la mise en place d'un ensemble de services de prévention, de soins et de traitement du VIH, l'objectif étant d'améliorer l'accès universel à ceux et celles qui en ont besoin, d'ici 2010. » Les chefs d'État du G8 ont également promis de travailler avec leurs partenaires africains pour « faire en sorte que tous les enfants, rendus orphelins ou vulnérables à cause du SIDA, reçoivent le soutien nécessaire... [et] pour obtenir le financement requis pour combattre le VIH/SIDA, y compris par le renouvellement, cette année, de la dotation du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. »

Quant à la troisième occasion, elle se présentera lorsque le Canada accueillera à Toronto, du 13 au 18 août 2006, la seizième Conférence internationale sur le SIDA.

Obstacles actuels

Selon les sources de l'ONUSIDA, les ressources financières nécessaires aux pays à faible et à moyen revenu pour les programmes de prévention, de traitement, de soins et de soutien pour les orphelins, seront de 6 milliards de dollars américains en deçà des besoins de 2006 et de 8,1 milliards en deçà de ceux de 2007.

Ajoutons que l'on ne saurait venir à bout de l'épidémie de SIDA si l'on n'éradique pas d'abord la pauvreté. Il ne suffira pas de fournir des médicaments, des médecins, des infirmiers et infirmières et des pharmaciens si l'on n'apporte pas également de l'aide à l'agriculture, à l'alimentation, à l'assainissement de l'eau, au logement, à l'éducation et au développement à long terme.

Les pays à faible revenu ne pourront connaître de développement durable et à long terme tant qu'ils seront accablés de dettes extérieures. Les chefs du G8 ont promis, à Gleneagles, d'annuler les dettes de quelques-uns des pays en voie de développement envers trois institutions financières multilatérales, mais au milieu de 2006, leur plan n'aboutira à l'annulation que d'environ 13 % des dettes des 62 pays les plus touchés par le SIDA, la dette et la pauvreté.

Par ailleurs, les politiques imposées par les institutions financières internationales aux pays à la recherche de prêts et du soulagement de leur dette représentent de sérieux obstacles à la prestation des soins de santé vitaux et des services éducatifs nécessaires pour contrer l'épidémie et donner aux orphelins la chance d'un avenir fécond.

Au Canada, dans certaines circonstances, on refuse les soins aux immigrants et aux réfugiés atteints du VIH et du SIDA, selon leur statut.

Six initiatives canadiennes

En conséquence, nous vous invitons ardemment de bien vouloir présenter les six initiatives suivantes devant l'Assemblée générale, le Sommet du G8 et la Conférence internationale sur le SIDA :

1. Une initiative multilatérale pilotée par le Canada ayant pour objet l'annulation intégrale des dettes bilatérales et multilatérales des pays où le taux de VIH dépasse la moyenne mondiale de 1,1 % de leur population adulte.
2. Une initiative canadienne visant à libérer l'annulation de la dette envers le Fonds monétaire international et la Banque mondiale de contraintes telles que la privatisation forcée des soins de santé, les limites à l'embauche de personnel de la santé et les frais d'utilisation de services publics.
3. La contribution, par le Canada, de cinq pour cent des fonds requis par le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, ainsi que l'établissement d'un échéancier prévoyant l'augmentation de l'Aide publique au développement à 0,7 % du Produit intérieur brut, d'ici à 2015.
4. Des amendements à la législation sur les produits pharmaceutiques prévoyant de retirer les mesures dissuasives à l'encontre de l'exportation de médicaments moins coûteux vers des pays qui ne sont pas en mesure d'en produire.
5. Un engagement à accorder la priorité aux femmes et aux enfants dans tous ses efforts pour résoudre le problème du VIH et du SIDA et celui des inégalités fondamentales fondées sur le sexe et le groupe d'âge qui alimentent l'épidémie.
6. Des mesures visant à assurer des soins de santé adéquats à tous les Canadiens et Canadiennes atteints du VIH, y compris les immigrants et les réfugiés.

Nous sollicitons enfin l'occasion de vous rencontrer avant que soit apportée la touche finale aux initiatives politiques canadiennes qui seront annoncées lors de l'évaluation par l'ONU des progrès réalisés.

Soyez assuré, Monsieur le Premier ministre, de nos prières pour vous-même et pour tous les dirigeants gouvernementaux aux prises avec des défis aussi urgents que celui de la

crise du VIH et du SIDA. Puissent les paroles d'Isaïe vous inspirer tous à agir en faveur de la justice et de la miséricorde.

Vénérer le Seigneur, n'est-ce pas ceci : dénouer les liens provenant de la méchanceté, détacher les courroies du joug, renvoyer libres ceux qui ployaient, partager votre pain avec l'affamé, héberger les pauvres sans abri, couvrir ceux qui sont nus, ne pas vous dérober devant celui qui est votre propre chair.

- Isaïe 58.6-7 TOB



Monseigneur Andrew Hutchison
Primat
Église anglicane du Canada



Sa Grâce l'évêque Bagrat Galstian
Primat
Diocèse canadien de l'Église apostolique arménienne



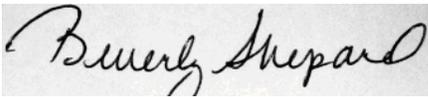
Le Très Rév. Kenneth Bellous
Ministre exécutif
Convention baptiste de l'Ontario et du Canada



Le Très Rév. Maurice Hicks
Surintendant général
Église épiscopale méthodiste britannique



+ André Gaumond
Archevêque de Sherbrooke
Président
Conférence des évêques catholiques du Canada



M^{me} Beverly Shepard
Clerc présidente
Assemblée annuelle canadienne de la Société religieuse des Amis (Quakers)



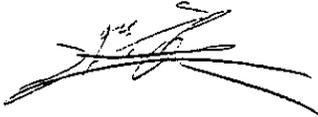
Le Rév. F. Thomas Rutherford
Ministre régional
Église chrétienne (Disciples du Christ) au Canada



M. Henry Hess
Directeur intérimaire, Ministères canadiens
Église réformée chrétienne en Amérique du Nord



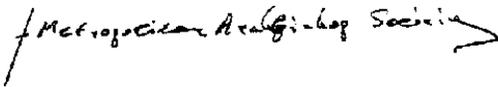
Le R. P. Marcos Marcos
Protoprêtre
Église orthodoxe copte du Canada



Le R. P. Messale Engeda
Prêtre président
Église orthodoxe égyptienne Tewahedo du Canada dans l'hémisphère occidental



Le Rév. Raymond Schultz
Évêque national
Église luthérienne évangélique du Canada



Son Éminence le Métropolitain Sotirios
Archevêque
Métropole orthodoxe grecque de Toronto (Canada)



Le Rév. Henry Krause
Modérateur
Église mennonite du Canada



Le Très Rév. Seraphim
Évêque d'Ottawa et du Canada
Église orthodoxe d'Amérique



Le Rév. Zbigniew Kozar
Église vieille catholique de l'Union d'Utrecht



La Rév. Jean Morris
Modératrice, 131^e Assemblée générale
Église presbytérienne du Canada



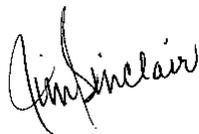
La Commissaire M. Christine MacMillan
Commandante territoriale
Armée du Salut, territoire du Canada et des Bermudes



Le Rév. Siebrand Wilts
Clerc
Synode régional du Canada, Église réformée en Amérique



Son Éminence JOHN
Primat
Église orthodoxe ukrainienne du Canada



Le Rév. Jim Sinclair
Secrétaire général
Église unie du Canada

c.c. Députés